



ARRÊTÉ n° 41-2024-10-02-00001

Modifiant l'arrêté préfectoral n° 2006.361.6 du 27 décembre 2006 actualisant les prescriptions applicables aux installations exploitées par la société ACIAL 2 dans la zone industrielle de Vau de Chaume à SAINT-AIGNAN

LE PRÉFET DE LOIR-ET-CHER,

Vu le code de l'environnement et notamment son livre V, relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;

Vu la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R. 511-9 du code de l'environnement ;

Vu le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de Monsieur Xavier PELLETIER en qualité de préfet de Loir-et-Cher ;

Vu le décret du 20 juillet 2023 portant nomination de M. Faustin GADEN, secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher, sous-préfet de l'arrondissement de Blois ;

Vu le décret n°2014-285 du 3 mars 2014 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, modifié par le décret n° 2015-1200 du 29 septembre 2015 ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 mai 2002 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique 2940 ;

Vu l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2564 (nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques) ou de la rubrique n° 2565 (revêtement métallique ou traitement de surfaces par voie électrolytique ou chimique) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n°41-2023-08-21-00023 du 21 août 2023 portant délégation de signature à M. Faustin GADEN, secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher ;

Vu l'arrêté préfectoral n°4831 du 14 novembre 1983 autorisant la société ACIAL à exploiter une installation de traitement de surfaces à SAINT-AIGNAN ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2006.361.6 du 27 décembre 2006 actualisant les prescriptions applicables aux installations exploitées « ZI du Vau de Chaume » à SAINT-AIGNAN par la société ACIAL ;

Vu la demande de modification des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2006, relative aux rejets atmosphériques reçue le 22 avril 2024 ;

Vu le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées en date du 8 août 2024 ;

Considérant que le dossier de porter-à-connaissance ne conduit pas à une modification notable mais non substantielle des points de rejets atmosphériques ;

Considérant qu'il convient de mettre à jour le tableau de classement des installations et de mettre à jour les prescriptions relatives aux rejets atmosphériques ;

Considérant que les dispositions du présent arrêté permettent de protéger les intérêts visés par l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que le projet d'arrêté a été soumis à l'exploitant et que celui-ci n'a formulé aucune observation dans le délai imparti ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher,

ARRÊTE

Article 1^{er} :

Le tableau de classement figurant à l'article 1.1.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27 décembre 2006 est supprimé et remplacé par le tableau suivant :

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Installation	Volume autorisé	Régime classement
2565 -2a	Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 2563, 2564, 3260 ou 3670. 2. Procédés utilisant des liquides, le volume des cuves affectées au traitement étant : a) Supérieur à 1 500 l	Tunnel de dégrais-sage phosphata-tion	12 000 litres	E
2940-3	Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, revêtement, la-quage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de) sur support quel-conque à l'exclusion des installations dont les activités sont classées au titre des rubriques 2330, 2345, 2351, 2360, 2415, 2445, 2450, 2564, 2661, 2930, 3450, 3610, 3670, 3700 ou 4801. 3. Lorsque les produits mis en œuvre sont des poudres à base de résines organiques, la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre étant : b) Supérieure à 20 kg/j, mais inférieure ou égale à 200 kg/j	Tunnel de pou-drage	100 kg/j	DC
2910-1	Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes A. Lorsque sont consommés exclu-sivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liqué-fiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la défini-tion de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du tra-vail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la bio-masse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'ins-tallation de combustion (*) est : 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW	Brûleur de chauf-fage du bain de dé-graissage Four de séchage Four de cuisson 11 Aérothermes	Puissance ther-mique maxi-male 1,9 MW	DC

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Installation	Volume autorisé	Régime classement
2560	Travail mécanique des métaux et alliages, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 3230-a ou 3230-b. La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant : 2. Supérieure à 150 kW, mais inférieure ou égale à 1 000 kW	Presses et poinçonneuses	98,5 kW	NC
1530	Papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés (dépôt de), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510 et des établissements recevant du public. Le volume susceptible d'être stocké étant : 2. 1 000 m3 mais inférieure ou égale à 20 000 m3	Palettes, cartons d'emballage	375 m3	NC

A (Autorisation) ou DC (Déclaration à Contrôle périodique), ou NC (Non Classé) - Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

Article 2 :

L'article 3.2.2 du Titre 3 « PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE » de l'arrêté préfectoral n° 2006.361.6 du 27 décembre 2006 susvisé est remplacé par l'article suivant :

Le poste d'application de peintures poudre constitue la principale source d'émission de poussières. Ces émissions sont captées par des filtres puis par un cyclone permettant ainsi un recyclage des poudres. Le rejet final s'effectue dans l'atelier. Le site comporte 4 points de rejets à l'extérieur.

N° de conduit	Installations raccordées
1	Tunnel de dégraissage (buées dégraissage)
2	Bruleur combustion : Four de séchage après dégraissage
3	Bruleur combustion : Four de cuisson des peintures
4	Bruleur combustion : Tunnel de dégraissage

Article 3 :

Le tableau figurant à l'article 3.2.3 du Titre 3 « PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE » de l'arrêté préfectoral n° 2006.361.6 du 27 décembre 2006 susvisé est modifié de la façon suivante :

«

	Rejet des fumées des installations raccordées	Débit nominal en Nm³/h	Vitesse mini d'éjection en m/s
Conduit N° 1	Acidité totale (exprimée en H+) Alcalins (exprimés en OH-)	3400	5
Conduit N° 2	SO2 NOx (exprimés en NO2)	2200	5
Conduit N° 3	SO2 NOx (exprimés en NO2) COV Non Méthaniques (NM) exprimés en équivalent CH4	1300	5
Conduit N° 4	SO2 NOx (exprimés en NO2)	2200	5

Le reste de l'article 3.2.3 est inchangé. »

Article 4 :

Le tableau figurant à l'article 3.2.4 du Titre 3 « PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE » de l'arrêté préfectoral n° 2006.361.6 du 27 décembre 2006 susvisé est modifié de la façon suivante :

«

Concentrations instantanées en mg/Nm ³	Conduit n°1	Conduit n°2	Conduit n°3	Conduit n°4
Concentration en O ₂		3%	3%	3%
Acidité totale (exprimée en H ⁺)	0,5			
Alcalins (exprimés en OH ⁻)	10			
SO ₂		35	35	35
NO _x exprimés en NO ₂		200	200	200
COV NM exprimés en équivalent CH ₄			110	

Le reste de l'article 3.2.4 est inchangé. »

Article 5 :

Les tableaux figurant à l'article 8.2.1.1 du Titre 8 « SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ET DE LEURS EFFETS » de l'arrêté préfectoral n° 2006.361.6 du 27 décembre 2006 susvisé sont modifiés de la façon suivante :

« Conduit n°1

Paramètre	Fréquence	Type de suivi
Débit	Annuelle	Analyses et prélèvements réalisés par organisme agréé selon des méthodes normalisées
Acidité totale en H ⁺ Alcalins en OH ⁻		

Conduit n°2

Paramètre	Fréquence	Type de suivi
Débit	3 ans	Analyses et prélèvements réalisés par organisme agréé selon des méthodes normalisées
O ₂		
SO ₂		
NO _x exprimés en NO ₂		

Conduit n°3

Paramètre	Fréquence	Type de suivi
Débit	3 ans	Analyses et prélèvements réalisés par organisme agréé selon des méthodes normalisées
O ₂		
SO ₂		
NO _x exprimés en NO ₂		
COV NM		

Conduit n°4

Paramètre	Fréquence	Type de suivi
Débit	3 ans	Analyses et prélèvements réalisés par organisme agréé selon des méthodes normalisées
O ₂		
SO ₂		
NO _x exprimés en NO ₂		

Le reste de l'article 8.2.1.1 est inchangé. »

Article 6 : Sanctions

En cas d'inexécution des dispositions du présent arrêté et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être exercées, il sera fait application des mesures prévues à l'article L. 171-8 et suivants du code de l'environnement.

Article 7 : Notifications

Le présent arrêté est notifié au pétitionnaire par voie postale avec accusé de réception et publié sur le site internet de la préfecture de Loir-et-Cher pour une durée minimale de deux mois.

Copie en sera adressée :

- au maire de SAINT-AIGNAN ;
- au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- au sous-préfet de l'arrondissement de ROMORANTIN-LANTHENAY.

Le présent arrêté est affiché à la mairie de Saint-Aignan-sur-Cher pendant une durée d'un mois, à l'issue de laquelle un certificat d'affichage dûment rempli sera adressé à la préfecture.

Il est également affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par le bénéficiaire de la présente autorisation.

Article 8 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher, le maire de SAINT-AIGNAN et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Centre – Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Blois, le **2 OCT 2024**

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,

Faustin GADEN

Délais et voies de recours en page suivante.

Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif d'ORLÉANS, 28 rue de la Bretonnerie – 45057 ORLÉANS Cedex, dans un délai de deux mois suivant la date de notification du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télerecours accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Dans un délai de deux mois à compter de la notification de cette décision, les recours administratifs suivants peuvent être présentés :

- un recours gracieux, adressé à Monsieur le Préfet de Loir-et-Cher – Place de la République – BP 402999 – 41006 BLOIS CEDEX ;
- un recours hiérarchique, adressé à Madame la Ministre de la Transition écologique, de l'Énergie, du Climat et de la Prévention des risques – Direction Générale de la Prévention des Risques – Arche de la Défense – Paroi Nord – 92055 LA DÉFENSE CEDEX

Le recours administratif prolonge de deux mois les délais de recours contentieux prévus par l'article R. 181-50 du Code de l'environnement.